

## Quid de l'élargissement ? Les citoyens européens ont leur mot à dire...

Publié le: 28-09-2009



En cette période de rentrée politique en Europe, la notion d'élargissement revient très souvent dans les conversations. Et quand on parle d'élargissement, on pense à trois pays concrètement, trois adresses futures et possibles de ce processus européen – l'Islande au Nord, la Croatie du côté des Balkans et la Turquie dans le Bosphore. Dans notre nouvelle émission au titre du projet « Nous agissons avec le Parlement européen » coproduite par Radio Bulgarie Internationale, l'Institut européen, le Portail EUROPE et le Centre de modernisation des politiques, nous avons essayé de recueillir plusieurs avis, divers et variés, sur les perspectives européennes des 3 États concernés.

« Je pense qu'il faut donner leur chance à tous les pays désirant adhérer à l'Union européenne, et les admettre s'ils remplissent les conditions »

« La Croatie, en particulier, n'est pas moins européenne que nous. C'est plus compliqué avec la Turquie. Pas à cause de la religion, mais les Turcs eux-mêmes auront plus de mal à accepter les conditions européennes »

« On parle tellement de l'adhésion de la Turquie, alors qu'elle ne répond pas à certains critères fondamentaux dans le domaine des droits de l'homme. En ce qui concerne l'Islande et la Croatie, elles font partie de l'Europe, et si leurs citoyens désiraient adhérer, il ne devrait pas y avoir de problème »

Vous venez d'entendre les avis de trois citoyens bulgares et maintenant nous donnons la parole aux représentants de l'Islande, la Croatie et la Turquie sur l'avenir de leur pays :

Le gouvernement de l'Islande s'est vu remettre par la Commission à l'élargissement de l'Union européenne un questionnaire à remplir concernant son éventuelle adhésion. Le ministre des Affaires étrangères Ossur Skarfedinsson a déclaré à l'issue de son entretien avec le commissaire européen à l'élargissement Olli Rehn, que l'Islande a jusqu'au 16 novembre pour renseigner le document. Force est de reconnaître que l'Islande entretient des relations très proches avec l'Europe, elle fait partie de l'espace économique européen et de l'espace Schengen. Par ailleurs, le pays a déjà transposé des directives européennes. Il a donc toutes les raisons de croire dans sa future adhésion. À preuve, l'Islande a déposé sa demande d'adhésion le 23 juillet dernier, dans l'espoir d'être admise au sein de l'Union européenne dès 2012.

Que pensent les Islandais de cette future adhésion ? Nous avons posé cette question à Birgir Peterson, avocat et observateur politique de renom :

« Je pense qu'en général, l'UE jouit d'une opinion positive. Cependant, l'adhésion de l'Islande est généralement mal perçue par la communauté. Cela est dû en partie aux politiques européennes dans différentes sphères, comme la pêche et l'agriculture. Les gens ne sont pas unanimes là-dessus. Beaucoup d'entre eux pensent que l'introduction de

## Quid de l'élargissement ? Les citoyens européens ont leur mot à dire...

---

l'euro en tant que monnaie unique aura un effet bénéfique sur l'économie ;. A votre avis, quels seront les résultats d'un éventuel référendum sur l'entrée de l'Islande dans l'Union européenne ?

Les pourparlers en vue de notre adhésion débuteront probablement en 2010 mais je ne peux pas dire quand le référendum aura lieu, en 2010 ou en 2011. Il est difficile de dire comment évoluera l'opinion publique ici-la. S'il fallait se rendre aux urnes aujourd'hui, je pense que les Islandais voteraient contre. Mais il se pourrait que l'opinion publique change au cours des deux prochaines années. Tout dépend de l'issue des négociations avec l'UE ;.

En ce qui concerne la Croatie, son avancée dans les négociations d'adhésion était entravée par le différend frontalier avec la Slovaquie. Le Commissaire européen à l'élargissement Olli Rehn a affirmé à la Commission des Affaires étrangères au Parlement européen que la Croatie doit également remplir les conditions de coopération au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, qui siège à La Haye. Les explications de Morana Petricic, journaliste à « Radio 101 » de Zagreb :

Ce contentieux frontalier a été presque entièrement réglé la semaine dernière lorsque notre premier ministre a rencontré son homologue slovaque. Maintenant, il faut que nous préparions notre argumentaire et nos propositions pour apaiser d'autres différends qui opposent les deux pays, avant qu'un arbitre ne tranche en faveur de l'un ou de l'autre. Quoiqu'il en soit, le fait est que la Slovaquie a bloqué le processus des négociations européennes et le commissaire Olli Rehn nous a assurés que les pourparlers pourraient aboutir dès l'année prochaine. Sinon, les gens en Croatie sont surtout concentrés sur leur quotidien, sur les problèmes de la vie de tous les jours. Si quelqu'un parle de notre adhésion à l'Union européenne, ce sont surtout les médias. Mais d'un autre côté, c'est vrai, que maintenant que la situation est bloquée, nous avons des attentes réelles quant à notre entrée dans l'Europe ;.

La Commission indépendante sur la Turquie, composée d'anciens hauts responsables européens et présidée par l'ex-président de la Finlande Martti Ahtisaari a mis en valeur la nécessité de poursuivre les pourparlers d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Son dernier rapport reproche à certains hommes politiques européens leur ton critique et leur réticence, voire leur entêtement à proposer à la Turquie un partenariat prioritaire ou renforcé à la place d'une adhésion pure et simple à l'Union européenne. Un éclairage sur ce sujet nous est proposé par Murat Bilhan, un diplomate turc de carrière, éminent analyste et professeur :

Le soutien à l'adhésion à l'UE de la société turque se dissipe petit à petit. Sinon les partis politiques turcs, les différentes institutions publiques, comme les universités par exemple, soutiennent très fort l'idée de notre adhésion. Pour traduire donc en chiffres ces données, les institutions approuvent l'adhésion à 80%, selon les derniers sondages. La population, cependant, ne l'approuve qu'à 52%. Elle est déçue, indignée, voire en colère. Cela est dû aux réserves exprimées par certains pays membres. Bien entendu, il y en a qui sont plus favorables à notre adhésion ! Ce n'est pas seulement Monsieur Sarkozy qui est opposé à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Madame Merkel s'y oppose aussi. Je pense cependant que les voix favorables l'emportent sur celles des opposants. Personnellement, je crois aussi que l'opinion publique en Turquie peut aussi changer avec le temps. Je voudrais aussi rappeler un fait historique. En 1960, c'est le général de Gaulle qui a invité la Turquie à adhérer à la Communauté européenne !

## Quid de l'élargissement ? Les citoyens européens ont leur mot à dire...

---

Concernant l'avenir de l'élargissement de l'Union européenne, la ministre bulgare des Affaires étrangères, Roumiana Jiljiva semble avoir un avis très prononcé : « Pour nous tous – Etats membres de l'Union européenne ainsi que pour l'ensemble des citoyens européens, ce qui compte le plus aujourd'hui, c'est l'aboutissement du processus de ratification du Traité de Lisbonne. Sans cette nouvelle réglementation il nous sera difficile de conduire correctement les élargissements futurs. Nous avons tous besoin du traité de Lisbonne et le progrès de chaque pays doit être évalué à la hauteur de ses performances individuelles et des résultats obtenus les critères d'adhésion à remplir ». De l'élargissement on en reparlera certainement encore surtout lorsqu'on connaîtra mieux le sort du Traité de Lisbonne. Et nous y reviendrons, cela va de soi, dans nos prochaines émissions.

Et c'est la fin de cette émission qui vous a été proposée par Radio Bulgarie Internationale, en collaboration avec l'Institut européen et avec le soutien financier de la Direction générale « Communication » du Parlement européen. Vos questions, vos suggestions et vos commentaires sont les bienvenus sur le site de notre service, ainsi qu'à l'adresse [info@europe.bg](mailto:info@europe.bg). Pour plus d'infos, rendez-vous sur le site web <http://parliament.europe.bg>

Darina Grigorova, Vinita Nikolova, Tatiana Obritchnova  
Présenté par Sonia Vassiva et Damian Vodnicharov